BPI France Salon de l'agriculture

THIONVILLE

Impôts frontaliers : les syndicats des finances remontés, manifestent contre les restructurations

Par C.R. - Hier à 17:05 - Temps de lecture : 1 min

Lundi 25 octobre, l'Intersyndicale Finances Publiques 57 a mené une opération de sensibilisation contre les restructurations.

Si la suspension pour deux ans de l'accord fiscal franco luxembourgeois obtenu après que les frontaliers ont vu leurs impôts flamber est plébiscitée par les uns, elle est mal vécue par d'autres. En effet, cette volte-face gouvernementale pour le moins inattendue a pris de cours les centres des Finances publiques de Metz, Thionville et Hayange qui sont les principaux contributeurs. Le 12 octobre dernier, la grève des agents « lourdement impactés » par cette décision dans un contexte de restructuration avec la

fusion imminente des centres des finances publiques de Thionville et de Hayange et de « manque de moyens » - « 70 postes sont actuellement vacants en Moselle », selon Philippe Ostrogorski de l'Union syndicale Solidaires Finances Publiques - a donné lieu à une opération de tractage lundi 25 octobre à Thionville. Les représentants syndicaux, tous bords confondus, ont ciblé les contribuables soulignant «l'absurdité» de la situation. « Au mois de juin, près de 50 000 déclarations de frontaliers franco luxembourgeois ont été reprises manuellement par les agents pour que les impositions soient établies dans les temps. Aujourd'hui il faut refaire le travail à l'envers pour 25 000 déclarations... dans un premier temps », dénonce Sylvie Pineiro, secrétaire départementale FO.

Economie | Finance et fiscalité | +